

COVID 19 : Étude d'impact sur l'activité des très petites entreprises Marocaines et plan de relance

COVID 19: Impact on Moroccan Very Small Business activity and recovery plan

BOUKAIRA Salma

Doctorante

Faculté des sciences juridiques économiques et sociales- Ain Chock

Université Hassan II - Maroc

Laboratoire Actuariat Criminalité Financière Et Migration Internationale

salmabou031@gmail.com

DAAMOUCHE Mohamed

Enseignant chercheur

Faculté des sciences juridiques économiques et sociales- Ain Chock

Université Hassan II - Maroc

Laboratoire Actuariat Criminalité Financière Et Migration Internationale

mdaamouch@yahoo.fr

Date de soumission : 02/02/2021

Date d'acceptation : 24/03/2021

Pour citer cet article :

BOUKAIRA S. & DAAMOUCHE M. (2021) «COVID 19 : Etude d'impact sur l'activité des TPE et plan de relance », Revue Française d'Economie et de Gestion «Volume 2: Numéro 3» pp : 267-291.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons

Attribution License 4.0 International License



Résumé

Le coronavirus continue sa propagation au Maroc entraînant entre autres l'augmentation de la vulnérabilité et du risque de défaillance des TPE. Ces micro-entreprises assez fragiles à cause d'une panoplie de contraintes, se trouvent face à une nouvelle pression dépassant largement leur capacité.

Le Maroc a été parmi les premiers pays à déclarer l'état d'urgence sanitaire après à peine quelques cas, tout en mettant en œuvre une série de mesures qui dans des pays Européens n'ont été mises en place qu'au stade 2 ou 3 de la pandémie. Ces mesures avaient pour objectif de soutenir la stabilité économique et sociale dans le pays et d'éviter l'effondrement des petites firmes fragilisées par la crise sanitaire.

Cet article cherche d'une part à identifier les répercussions effectives de cette crise sanitaire COVID-19 sur les très petites entreprises du Maroc. Pour ce faire, une étude exploratoire a été menée auprès d'un échantillon non probabiliste de 300 TPE de différents secteurs d'activité, qui ont été identifiés de façon aléatoire. Et d'autre part, à explorer les principales mesures prises pour maintenir la stabilité des TPE et proposer davantage des mesures permettant de contrecarrer la défaillance de bon nombre de micro-entreprises au Maroc.

Mots clés : TPE; COVID-19; Répercussions; Mesures prises; Mesures à prendre.

Abstract

Coronavirus continues its propagation in Morocco increasing the vulnerability and the risk of failure of VSB. These firms, which are quite fragile due to a multitude of constraints, are facing new pressure that far exceeds their capacity.

Morocco was among the first countries to declare a state of health emergency after only a few cases, although it implemented a series of measures that in European countries were only put in place at stage 2 or 3 of the pandemic. The aim of these measures was to support economic and social stability in the country and to avoid the collapse of small firms weakened by the health crisis.

This article seeks to identify the actual impact of the COVID-19 health crisis on very small firms in Morocco. To do this, an exploratory study was conducted among a sample of 300 VSEs from different sectors of activity, which were identified randomly. And secondly, to explore the main measures taken to maintain the stability of VSEs and further propose measures to counteract the failure of many microenterprises in Morocco.

Keywords: Very Small Business; COVID-19; Impacts; Measures Taken; Measures Required.

Introduction

La Covid-19 continue à faire des ravages au Maroc produisant une multitude de victimes par jour, et des pertes économiques et sociales énormes qui fragilisent et nuisent à la stabilité de la majorité des entreprises et accélèrent leur défaillance.

Sans grande surprise les entités qui se trouvent le plus vulnérabiliser par cette pandémie sont les très petites entreprises avec un pourcentage qui s'élève à 90%, suivies par les PME et les coopératives, représentant respectivement, 8% et 2% (enquête de la confédération établie auprès de plus de 1080 entreprises de différentes tailles, 6 avril 2020).

Face à la dégradation du système productif suite à un double choc d'offre et de demande, bon nombre de très petites entreprises de tous les secteurs d'activité (le secteur du transport et de transit, la restauration, le secteur du tourisme et de l'hôtellerie, l'événementiel, et le secteur des exportations et importations notamment suite à la perturbation des chaînes d'approvisionnement) ont été en arrêt provisoire ou définitif, ce qui a engendré l'augmentation du risque de défaillance et beaucoup de pertes d'emploi. En 2021, on s'attend à une hausse de défaillances sans précédents, ceci est bien confirmé par les chiffres provisoires avancés par le ministère des Finances indiquant que déjà 134.000 entreprises ont déclaré être en difficulté. Sachant que pour les micro-entreprises, la défaillance impacte aussi la vie personnelle des entrepreneurs qui l'encourt : la réussite et l'échec sont vécus comme très personnel et marquant, puisque la TPE représente pour son fondateur son métier, son épargne, sa principale source de revenu, sa vie de famille et sa réputation. D'où la forte présence du caractère humain dans les très petites entreprises.

Afin de faire face à cette crise exceptionnelle qui combine outre les aspects économiques des aspects politiques et idéologiques, le Maroc a mis en œuvre une panoplie de mesures après à peine la constatation des premiers cas, à titre principale la constitution d'un comité de veille économique ayant pour objectif d'anticiper les répercussions économiques directes et indirectes de la pandémie et engendrer les mesures nécessaires pour en faire face et freiner ses conséquences néfastes. Cependant suite à cette propagation continue et face à ces difficultés de reprise normale d'activité, ces mesures deviennent insuffisantes pour contourner l'effondrement des petites firmes gravement impactées par la crise.

C'est ainsi que nous avons décidé d'explorer le secteur des très petites entreprises au Maroc afin de répondre à la problématique suivante :

« Quel est l'impact de la crise sanitaire de COVID-19 sur les très petites entreprises du Maroc ? Et est-ce que les mesures prises par l'Etat Marocain suffisent pour contrecarrer l'effondrement des très petites entreprises? »

Dans ce sens, nous allons commencer par explorer le terme très petite entreprise dans le contexte Marocain, puis nous exposerons l'état de défaillance et vulnérabilité des très petites entreprises au Maroc. Ensuite, nous allons aborder la partie qui s'intéresse aux retombées de la crise sanitaire COVID-19 sur les entreprises Marocaines. Puis nous allons entamer la partie qui présente notre étude exploratoire de l'impact de la crise sanitaire de COVID-19 sur les très petites entreprises au Maroc, dans ce sens on va commencer par la présentation des hypothèses, de l'échantillon et de la méthodologie. Pour qu'enfin s'intéresser aux résultats à savoir : l'état des lieux des TPE en phase de confinement (arrêt d'activité pendant le confinement) et post-confinement (reprise d'activité après le confinement, réduction d'effectifs comme répercussion, difficultés en termes de capitaux lors de la reprise après le confinement), ainsi que la période estimée pour le retour au niveau normal d'activité. Pour qu'ensuite discuter les mesures prises par l'État et les établissements de crédits pour accompagner et soutenir les TPE impactées par la crise. Et à la fin proposer des mesures à prendre pour accompagner la relance de l'activité des TPE post-crise.

1. Revue de littérature

1.1. Très petites entreprises Marocaines

Les très petites entreprises appelées officiellement « micro-entreprises » n'ont pas une « *définition unitaire et universelle* ». Une multitude de définitions de la très petite entreprise ont été proposées par les chercheurs à travers le monde, mais toute tentative d'une définition universelle fut abandonnée au profit des définitions par pays ou même dans quelques pays par secteur d'activité. D'où l'absence d'une définition unitaire et universelle de ce que c'est une micro-entreprise.

Pour la définir, les chercheurs privilégient les critères quantitatifs.

Au Maroc, la TPE est définie comme étant toute entreprise industrielle ou commerciale qui emploie moins de 10 salariés en permanence et dont le chiffre d'affaire hors taxe ne dépasse pas 3 millions de Dirhams sur la valeur ajoutée par an. Et ainsi, on distingue entre les vraies

micro-entreprises qui emploient entre 1 et 3 salariés, les moins petites entreprises qui emploient 4 ou 5 employés et les TPE qui ont un effectif allant de 6 à 9 employés (Hamdouch et al., 2004). Ces chiffres ont été confirmés par le Ministère d'économie et des finances, 2011 et le Haut commissariat au plan, 2019.

«Nous devons prendre le temps nécessaire pour clarifier la dénomination de la TPME et de sortir avec des définitions en phase de la réalité économique marocaine», affirme Jilali Rahali, directeur exécutif de l'observatoire marocain de la TPME dans un bref entretien en 2017.

Les très petites entreprises au Maroc mobilisent 50% des investissements et génèrent 40% de la valeur ajoutée, un poids qui nécessite de leur accorder un soutien fort et un accompagnement continu, notamment au volet du financement.

Ces entreprises, dont le chiffre d'affaire est inférieur à 3 millions de dirhams et qui emploient moins de 10 employés, opèrent en majorité dans les secteurs des services (43,5%), du commerce (27,9%) et de la construction (20,9%), et optent rarement pour une activité industrielle (7,7%).

Au volet de l'export, ces TPE s'orientent davantage vers l'exportation de services, représentant 66,9% de ces exportations dans la balance commerciale, et optent moins pour le commerce (20,5%) ou l'industrie (12,5%). Cependant, 56% d'entre elles sont des « exportateurs occasionnels », et la baisse de la pression fiscale constituerait une mesure importante pour l'amélioration de la compétitivité des entreprises à l'international.

En ce qui concerne l'accès aux nouvelles technologies, les TPE ont encore du chemin à faire. Par exemple, seulement 19% d'entre elles possèdent un site web, et 34% ont constitué une flotte mobile (HCP, 2019).

Au niveau des freins à l'investissement, les dirigeants des TPE évoquent principalement le manque de financement (73,7%), suivi de la défaillance, de la concurrence du secteur informel, des procédures administratives et de la politique fiscale compliquées, de la difficulté d'accès au foncier ou encore de l'absence de main d'œuvre qualifiée.

S'agissant du secteur informel, il convient de rappeler dans ce sens que, selon le recensement économique 2001-2002, le Maroc comptait 1.234.000 TPE informelle, qui emploient environ 2 millions de travailleurs. Au moment où 733.000 employant environ 1,5 million sont des TPE formelles. Il ne semble pas que cette répartition ait beaucoup évolué ces dernières

années, la TPE informelle restant la principale source d'emploi. De ce fait, les autorités de tutelle doivent travailler sur des mesures incitatives, pour encourager les TPE opérant dans l'informel à adhérer à celui du formel.

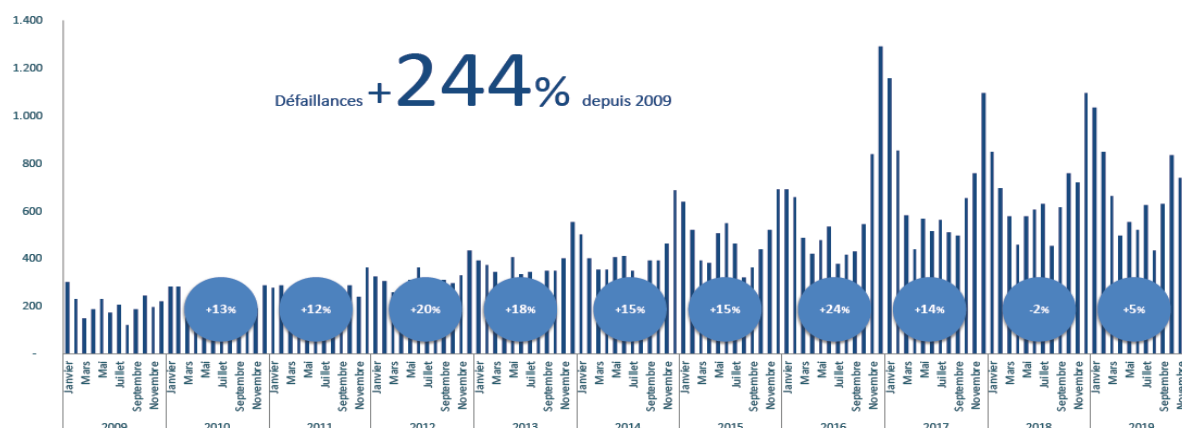
1.2. Etat des défaillances et vulnérabilité des très petites entreprises au Maroc

Avant la crise sanitaire de COVID-19, les TPE produisaient 73 % des emplois du secteur privé. Mais ne contribuaient qu'à 36% de la valeur ajoutée nationale (CNSS, 2014). En effet, 81% des TPME sont des structures informelles et font face à de multiples difficultés qui ralentissent leur productivité et précipite leur défaillance (RGP 2014, BKAM 2018).

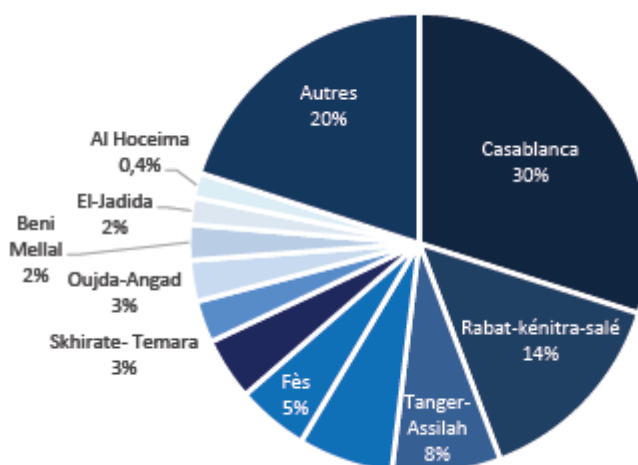
La défaillance des entreprises au Maroc augmente chaque année, certes elle connaît des variations à la hausse ou à la baisse de mois en mois, mais on remarque largement que les baisses ne durent pas longtemps et sont principalement légères. Comme on peut bien constater que l'année 2016 a connu le nombre de défaillances le plus élevé par rapport aux autres années, qui s'est suivi d'une baisse importante en 2017, mais comme on peut constater le nombre de défaillances des entreprises Marocaines reste flagrant et suscite davantage d'effort pour l'atténuer.

98,7% des entreprises défaillantes sont des TPE, alors qu'uniquement 1% sont des PME et 0.2 sont des grandes entreprises. Ce taux qui s'avère absolument élevé entraîne automatiquement la réticence et le désarroi auprès des nouveaux entrepreneurs, affaiblit et déstabilise les TPE opérants sur le marché.

Ce taux est la répercussion de plusieurs obstacles et difficultés dont souffre ce type d'entreprise. En 2009 une création de 10 entreprises est parallèle à la défaillance d'une seule entreprise, hors ce ratio s'est dégradé au cours des années au point qu'en 2019 il représentait la moitié c'est-à-dire que pour une création de 5 entreprises uniquement on affiche une défaillance d'une entreprise.

Figure N°1 : défaillances des entreprises au Maroc**Source : Inforisk, 2020**

Les villes qui affichent les taux les plus élevés de défaillance sont Casablanca, Rabat, Salé, Kenitra et Tanger qui représentent 52% des défaillances d'entreprises au Maroc, ceci est aussi expliqué par le fait que ce sont ces villes qui affichent aussi les nombres de créations d'entreprises les plus élevés.

Figure N°2 : répartition des défaillances par ville**Source : Inforisk, 2020.**

Le secteur qui affiche le nombre de défaillances le plus élevé est celui du commerce (35%), suivi du secteur de l'immobilier (21%), suivi du secteur bâtiment et travaux publics (15%),

puis celui du transport (7%) ainsi que celui des industries manufacturières (7%) (Source inforisk).

1.3.Retombées de la crise sanitaire COVID-19 sur les entreprises Marocaines : synthèse des travaux

La Survenance de Covid-19 au Maroc en mars 2020 a accentué la précarisation des TPE, dont presque la totalité des secteurs ont connu des arrêts définitifs ou temporaires de leurs activités et une baisse significative de leurs ventes ou de leur chiffre d'affaires.

Au Maroc, deux principales enquêtes ont été menées au mois de mars et avril 2020 sur l'effet de cette crise sanitaire sur les entreprises, l'une par le HCP, et la seconde par la CGEM. Auxquelles s'ajoute entre autres l'étude menée par la banque africaine de développement et la BTI Bank :

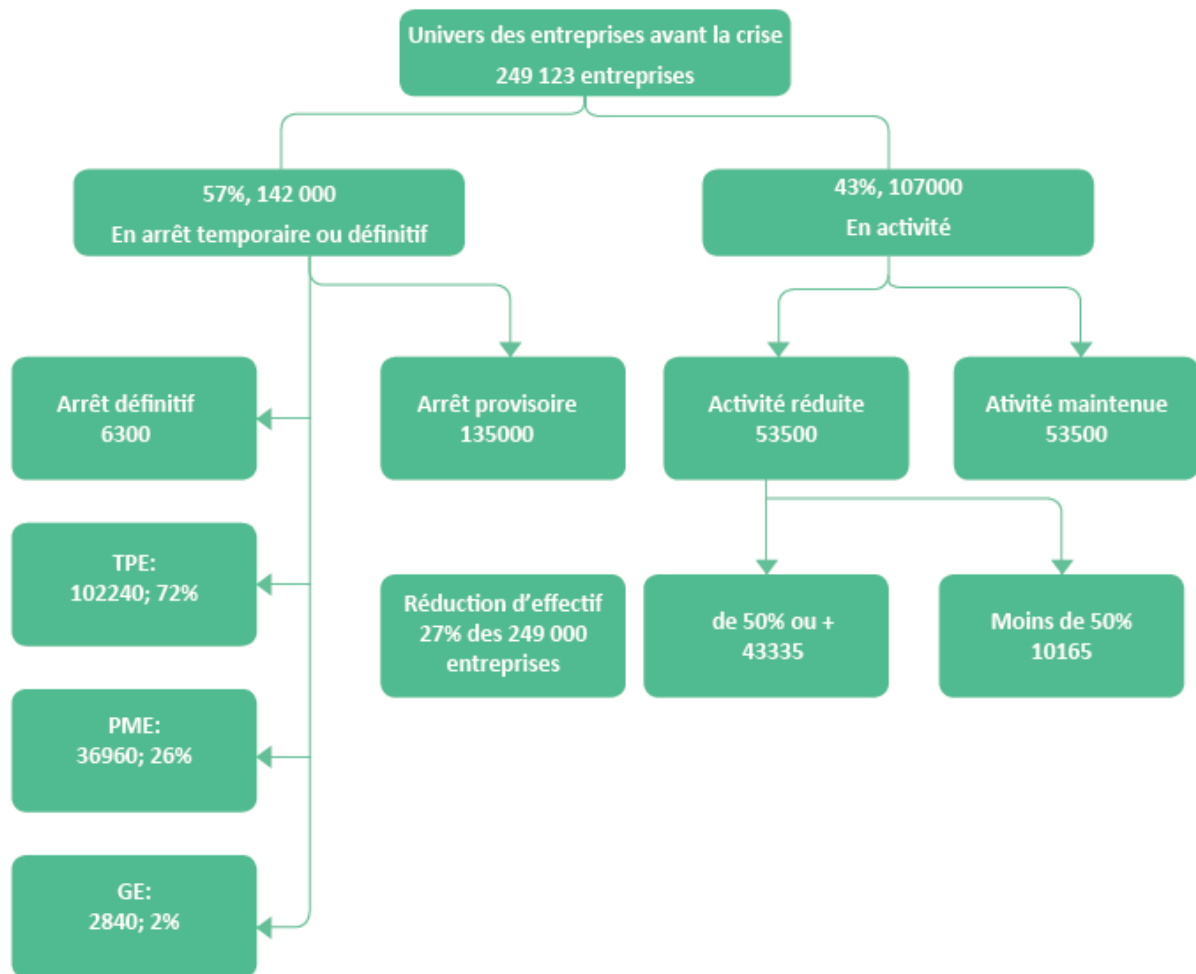
-L'enquête du HCP a été menée du 03 au 15 juillet auprès de 4.400 entreprises organisées (tirées aléatoirement) et qui représentent l'ensemble des unités opérant dans les secteurs de l'industrie manufacturière, de la construction, de l'énergie, des mines, de la pêche, du commerce et des services marchands non financiers.

-L'enquête du CGEM a été menée en Juillet 2020 auprès de 3304 entreprises (tirées de façon aléatoire) dont 88,7% sont des TPME et dont 28,3% (934) des répondants opèrent à l'export. Ces entreprises représentent tous les secteurs d'activité (le découpage sectoriel respecte la Nomenclature Marocaine des Activités du HCP).

-L'enquête de la banque africaine de développement (BAD) et de la BTI Bank a été menée auprès de 300 TPME (formelles et informelles) identifiées aléatoirement et relevant des différents secteurs d'activité.

La principale enquête menée par le HCP indique que près de 6 entreprises sur 10 sont en arrêt temporaire ou permanent, tandis qu'un cinquième des entreprises ont vu leur activité ralentir à partir du début du mois d'avril 2020.

Figure N°3: Arrêts et réductions d'activité chez les entreprises du secteur formel
(enquête HCP, avril 2020)



Source : HCP, 2020

L'enquête réalisée par la CGEM, dont la majorité des réponses (87%) émanaient des TPME a corroboré les résultats de l'enquête du HCP réalisée deux semaines auparavant, en révélant une baisse significative de 44% des ventes des entreprises au mois de février 2020, contre 33% le mois précédent (cité par l'étude de la banque africaine de développement et BTI Bank).

La crise a touché tous les secteurs d'activité. À titre principale, les secteurs de l'hébergement et la restauration sont les plus touchés par cette crise avec 98% des entreprises en arrêt et les industries textiles et cuir ainsi que les industries métalliques et mécaniques avec respectivement 99% et 91%, suivi du secteur de la construction avec 93% (HCP, Avril 2020).

Cette crise à laquelle s'ajoute le confinement a gravement affectée le volume de travail chez les entreprises.

Dès les premières semaines d'avril, l'enquête du HCP affichait que 134 000 entreprises du secteur organisé ayant mis en arrêt environ 726 000 postes de travail: les TPME étaient concernées par 413 620 postes tandis que les grandes entreprises par uniquement 313 380 postes (étude du BAD et BTI Bank).

2. Etude exploratoire de l'impact du Covid-19 sur la défaillance des très petites entreprises au Maroc.

2.1.Hypothèses de recherche

En nous appuyant sur la revue de la littérature, nous avons formulé les hypothèses suivantes au sujet de l'impact du COVID-19 sur l'activité des très petites entreprises.

- **Hypothèse 1 :** Le confinement aurait un impact direct sur l'arrêt d'activité de bon nombre de TPE au Maroc.

H1.a : Le confinement entraînait la cessation totale de l'activité de bon nombre de très petites entreprises.

H1.b. : L'arrêt d'activité (partielle ou totale) pendant le confinement entraînait la dégradation de la situation financière de l'entreprise.

H1.c : La crise sanitaire du COVID-19 entraînait la dégradation de l'activité de tous les secteurs d'activité.

- **Hypothèse 2 :** La phase post-confinement est marquée par l'incapacité des TPE à reprendre leur rythme normal d'activité.

H2.a : La phase post-confinement est marquée par l'incapacité de la majorité des TPE à reprendre leur activité à un rythme normal.

H2.b : La phase post-confinement est marquée par la réduction de bon nombre des effectifs employés.

H2.c : La phase post-confinement est marquée par une incapacité de reprise normale d'activité suite aux insuffisances de capitaux.

- **Hypothèse 3 :** Les TPE aurait besoin davantage de temps pour combler les pertes subies et regagner un rythme normal d'activité.

H3.a : Le temps nécessaire pour le regain d'un rythme normal d'activité pour les TPE dépasse 1 an.

H3.b : Le regain d'un rythme normal est principalement freiné par la dégradation de la situation financière des TPE.

H3.c : Le regain d'un rythme normal d'activité est contraint du regain d'un rythme normal de la demande.

2.2. Échantillonnage et méthodologie

Pour l'étude de la situation des très petites entreprises face à cette pandémie. On a mené une étude entre le 20 Juillet 2020 et le 05 Octobre 2020, auprès d'un échantillon non probabiliste de 300 TPE¹ de différents secteurs d'activité. Ces TPE sont identifiés de façon aléatoire.

Tableau N°1: échantillon des TPE par région et par secteur d'activité

	Nombre de TPE questionnées	Secteur d'activité
Région Rabat-Salé- Kénitra	19	Commerce
	16	Industrie
	19	NTIC et services
	17	Agriculture
	16	Finance
	15	Formation
	16	Logistique
	16	Energie
	16	Tourisme et loisirs

¹ Dans cette étude, toute entreprise qui emploie moins de 10 salariés en permanence et dont le chiffre d'affaire hors taxe ne dépasse pas 3 millions de Dirhams sur la valeur ajoutée par an est considérée comme « très petite entreprise ».

Région Casablanca-Settat	19	Commerce
	16	Industrie
	19	NTIC et services
	17	Agriculture
	16	Finance
	15	Formation
	16	Logistique
	16	Energie
	16	Tourisme et loisirs

Source : Auteur, 2020.

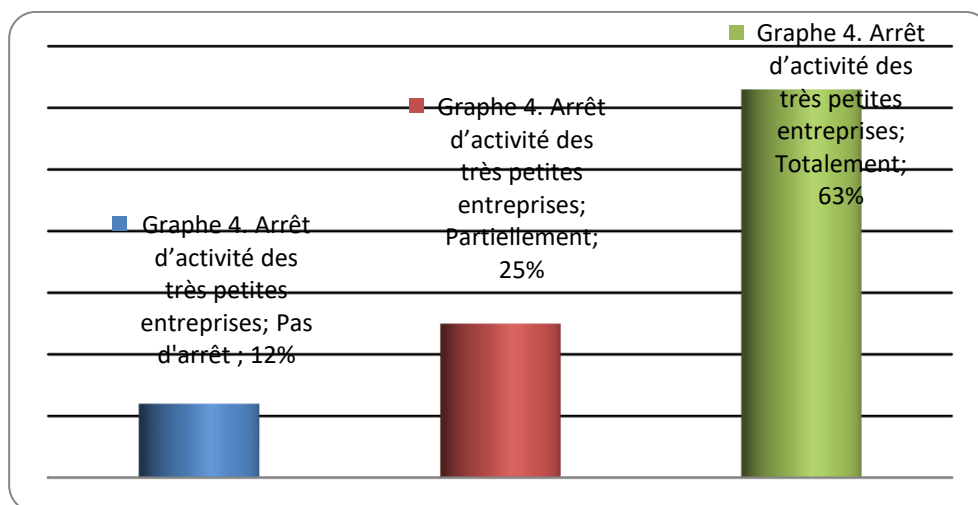
2.3. Résultats et discussion

2.3.1. Arrêt de l'activité pendant le confinement

Le confinement a constitué une phase terrible et sans précédent de la vie de toutes les très petites entreprises : pendant les 4 mois de confinement, 63% des TPE questionnées affirment ne pas avoir des mesures de remplacement lors de la perte d'accès à l'emplacement et donc étaient en arrêt total d'activité en cette phase. Alors que 25% étaient en arrêt partiel et 12% n'étaient pas en arrêt.

D'où les résultats de notre analyse affirment l'existence d'un lien entre le confinement et l'arrêt d'activité des TPE (H1.a).

Figure N°4 : Arrêt d'activité chez les TPE



Source : Auteur, 2020

Cependant, les pertes principalement financières ont été ressenties par toutes les micro-entreprises même ceux qui n'ont pas cessé d'activité.

En outre, 85,7% des TPE questionnées n'ont pas d'autre source de revenus, et donc n'avaient aucun revenu pendant toute la période du confinement. Ainsi, l'argent disponible a servi principalement au paiement des salariés et des dépenses indispensables qui ne peuvent être reportées. Alors que le paiement des dettes et des fournisseurs en cette phase de crise a été reporté : les TPE subissent en cette période des délais clients très longs, et le font subir à leurs fournisseurs avec davantage de retard, d'où l'augmentation des délais de paiement. Sachant que c'est l'une des principales difficultés qu'envisagent les TPE depuis très bien longtemps dans la mesure où il fallait au minimum 212 jours en moyenne, un délai qui s'avère déjà très long et qui a augmenté davantage en cette période de pandémie avec un allongement de 50 à 60 jours additionnels qui s'ajoutent aux délais initiaux (Inforisk, 2020) entraînant ainsi de sérieuses difficultés à ce type d'entreprise. Et face à la dégradation continue de l'activité des très petites entreprises en cette période, on s'attend à de nouveaux allongements des délais de paiement.

D'où l'impact du confinement sur la capacité financière des micro-entreprises (H1.b).

Les répercussions sur la production des secteurs sont de caractère asymétrique. Les branches déclarées nécessaires comme les télécommunications, la fourniture d'électricité et d'eau, le secteur agroalimentaire et pharmaceutique, le e-commerce et la livraison à domicile etc. ont maintenu un niveau d'activité habituel (pour 68% des répondants relevant de ces secteurs indispensables), ou même ont dégagé un niveau de ventes supérieur au quotidien surtout pour quelques produits pharmaceutiques (24% des répondants des secteurs indispensables).

Les secteurs les plus touchés par la crise sont l'hébergement et la restauration avec 98% d'entreprises en arrêt, les industries textiles et cuir ainsi que les industries métalliques et mécaniques avec 99% et 91% respectivement, ainsi que le secteur de la construction avec 93%, suivi par le secteur des services, et celui du commerce avec respectivement 84.2% et 73.6% (HCP, 2020), ceci est en principe dû au fait qu'une grande partie de ces secteurs se trouve en arrêt total d'activité.

Et donc nous confirmons l'impact négatif de la COVID-19 sur quelques secteurs d'activité, comme nous soulignons l'existence d'un impact positif de celle-ci sur les secteurs

« nécessaire », d'où nous réfutons l'hypothèse H1.c qui présume que la COVID-19 impacte négativement tous les secteurs d'activité.

2.3.2. Reprise d'activité après le confinement

Après l'arrêt observé par la majorité des TPE durant la période de confinement, uniquement 26% des TPE ont repris leur activité avec un rythme normal, la moitié des TPE l'a fait de manière partielle et 24% sont toujours en arrêt. Suite à cet arrêt continu de bon nombre de très petites entreprises, on s'attend cette année à un nombre énorme de défaillances, qui pourrait bien dépasser pour la première fois la barre des 10.000 annuellement selon les estimations d'Euler Hermes.

D'où cette phase est certes marquée par l'incapacité de la majorité des TPE à reprendre leur activité à rythme normal (H2.a).

Cette détérioration de l'activité en phase de confinement a aussi engendré:

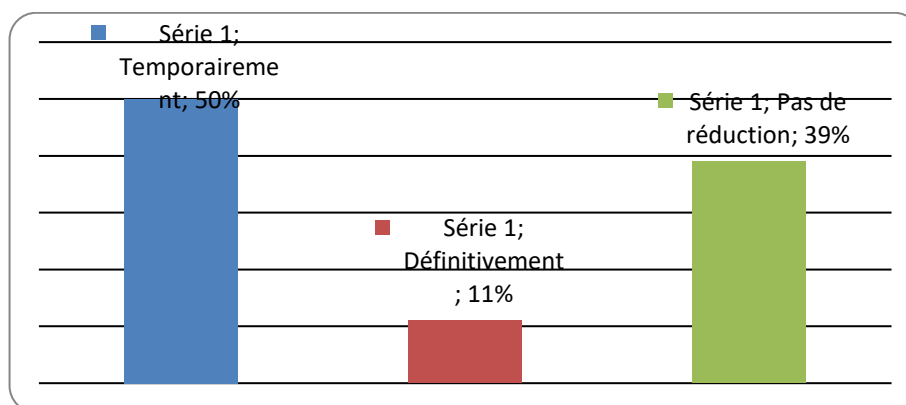
-La réduction d'effectifs

En phase du confinement, 61% des TPE ont réduit leurs effectifs employés : 50% des très petites entreprises l'ont réduit temporairement, tandis que 11% d'entre elles l'ont fait de manière définitive.

La proportion des firmes ayant réduit leurs effectifs s'élève à 67% dans l'industrie, 73% dans la construction et 56% dans les services (HCP, 2020).

Et donc nous affirmons l'hypothèse H2.b qui supposait que la phase post-confinement est marquée par la réduction de bon nombre des effectifs employés.

Figure N°5. Réduction d'effectifs chez les TPE



Source : Auteur, 2020

62% des propriétaires des TPE estiment que le retour au niveau normal de l'emploi se ferait avant la fin de l'année. Alors que 37% affirment que la reprise du niveau normal de l'emploi ne pourra se produire qu'après un an ou plus.

La récupération des emplois perdus à cause de cette pandémie nécessite du point de vue des entités la mise en place d'actions d'accompagnement telle la réduction des charges fiscales ou encore la suspension des cotisations sociales et leur prise en charge partielle ou totale par l'État pour les très petites entreprises les plus en difficultés.

-Des difficultés en termes de capitaux lors de la reprise après le confinement

Près de la moitié des très petites entreprises estiment ne pas être suffisamment capitalisées pour reprendre leurs activités. Plus de 8 TPE sur 10 ont du mal à recouvrer leurs créances.

D'où, nous confirmons l'hypothèse H2.c qui estimait qu'en cette phase la majorité des TPE se trouvent financièrement vulnérables.

Dans ce sens l'enquête du HCP menée du 03 au 15 juillet auprès de 4.400 entreprises organisées, qui représentent l'ensemble des unités opérant dans les secteurs de l'industrie manufacturière, de la construction, de l'énergie, des mines, de la pêche, du commerce et des services marchands non financiers conclut qu'environ 38% des TPE endettées affirment qu'elles ne seraient capables de reprendre le remboursement de leurs dettes qu'après au moins un an.

Tableau N°2 : Délais de reprise de remboursement des dettes par catégorie d'entreprise

Type	Un mois	Trois mois	Six mois	Un an	Plus qu'un an
Catégorie					
TPE	12,1%	17,2%	15,8%	16,9%	38%
PME	17,5%	16,9%	19,9%	13,5%	32,3%
GE	20,8%	18,3%	14,3%	13,1%	33,5%

Source : HCP 2020

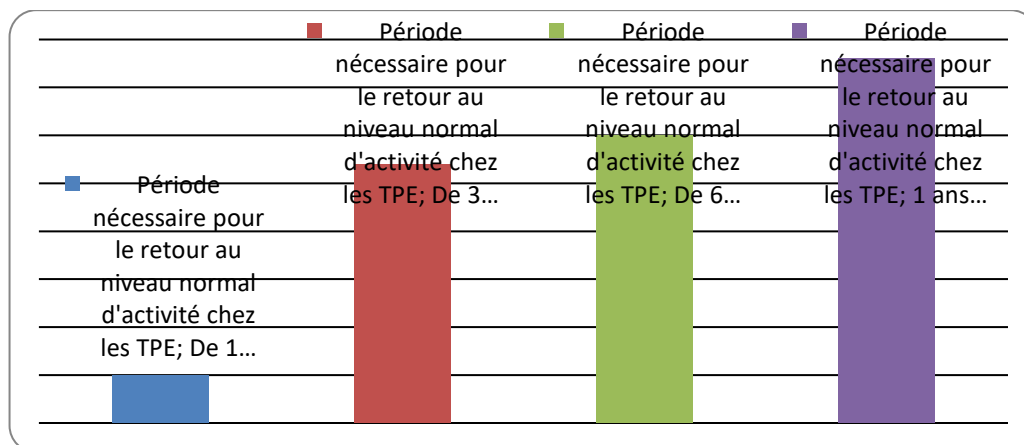
Cependant, nous constatons que la propagation rapide et continue du virus nuit de plus en plus à la capacité financière des TPE et rend difficile la reprise d'un rythme normal d'activité en

une durée moins d'un an, d'où nous estimons que la durée pour la reprise du remboursement des dettes pourra même dépasser un an.

2.3.3. Période estimée pour le retour au niveau normal

À peine 5% des TPE estiment regagner le niveau normal de leur activité au plus dans 3 mois. Tandis que 27% pensent que cela prendrait jusqu'à 6 mois. Alors que 30% estiment que la durée peut aller jusqu'à 1 an. Cependant, 38% des TPE interviewées affirment qu'il leur faut au moins un an pour regagner le niveau normal de leur activité, ce qui confirme l'hypothèse H3.a.

Figure N°6: Période nécessaire pour le retour au niveau normal d'activité chez les TPE



Source : Auteur, 2020

Par secteur d'activité, 63% des firmes industrielles estiment pouvoir retrouver leur rythme normal dans un délai qui ne dépasse pas 6 mois alors que pour le secteur des services, cette proportion est de 55% (HCP, 2020).

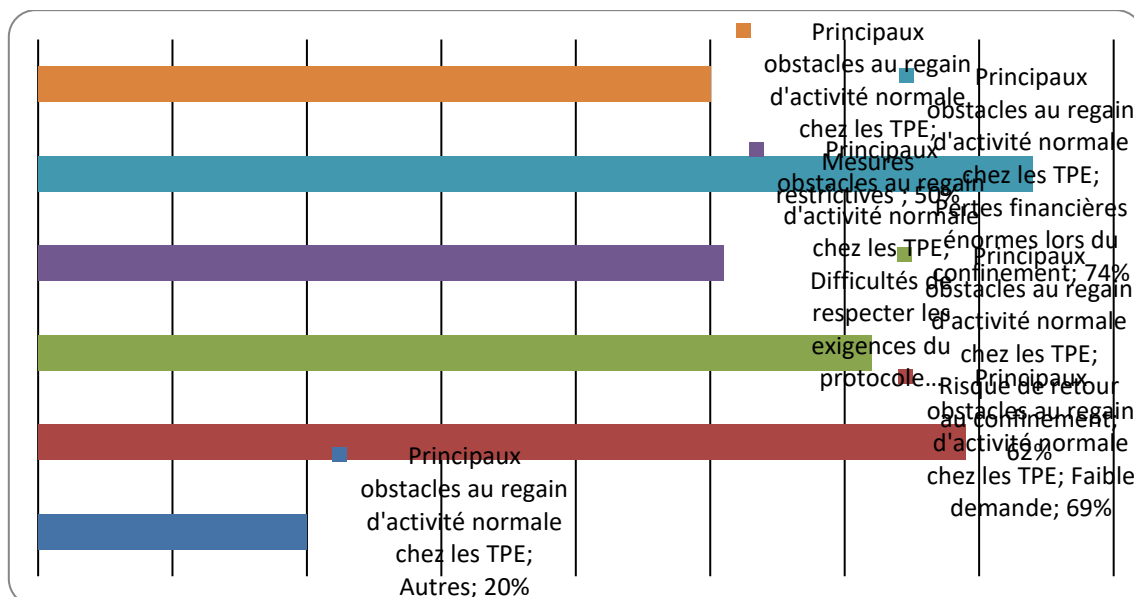
Le retour au niveau d'activité « normal » chez les TPE se trouve principalement freiné par en premier les pertes financières énormes lors du confinement et les difficultés financières qu'elles soient liées à la trésorerie ou à la couverture des charges d'exploitation (74%) ; aussi par le recul de la demande selon 69% des TPE; ainsi par la crainte de retour au confinement pour 71% des micro-entreprises. En outre, de l'incapacité et principalement financière des TPE à respecter les mesures de précautions sanitaires pour plus que la moitié des TPE.

Alors qu'environ la moitié des TPE indiquent que les mesures restrictives à titre principal le confinement obligatoire exigé par les autorités pour limiter la propagation du coronavirus a gravement nuit à leur activité ce qui constitue l'entrave majeure à la reprise normale de l'activité.

D'où les pertes financières sont parmi les causes principales qui freinent la reprise d'un rythme normal d'activité comme estimé par l'hypothèse H3.b.

Comme nous affirmons que le regain d'un rythme normal d'activité est contraint du regain d'un rythme normal de la demande (H3.c), dans la mesure où la faible demande est l'une des causes essentielles qui freinent la reprise d'activité chez les très petites entreprises.

Figure N°7: Les principales contraintes à la reprise normale d'activité des TPE



Source : Auteur, 2020

2.3.4. Mesures mises en place pour accompagner les TPE impactées par la crise sanitaire

- Mesures prises par Bank Al-Maghrib et les établissements de crédit :

En vue de faire face à cette pandémie et atténuer son impact sur les firmes, des mesures sont prises de la part de bank Al-Maghrib pour faciliter le financement du retour progressif à une activité normale à travers la baisse de son taux directeur de 2,25% à 2% en Mars, puis de 2%

à 1,5% en Juin afin de permettre le financement des firmes dans de meilleures conditions. En outre, la BAM a renforcé son programme de refinancement en faveur des très petites, petites et moyennes entreprises (TPME) qui couvre les crédits de fonctionnement et ceux d'investissement. En outre du report des échéances de crédit pour les particuliers et les entreprises affectés par la crise du COVID-19, avec la gratuité des intérêts intercalaires pour les détenteurs de crédits immobiliers assortis de traites inférieurs à 3000 Dirhams et des crédits à la consommation dont la redevance mensuelle est inférieure à 1500 Dirhams.

Dans ce sens la Caisse Centrale de Garantie (CCG), ainsi que Bank Al Maghrib et les autres membres du comité de veille économique (CVE) ont mis en œuvre deux mécanismes « Relance TPE » et « Damane Relance » qui dès leur commencement ont profité à pas moins de 15.183 entreprises, pour un total de 22,4 milliards de DH de crédits ayant bénéficié de ces garanties exceptionnelles, soit un montant global d'engagements s'élevant à 19,7 milliards de DH.

« Relance TPE » est destiné à garantir les prêts des TPE dont le chiffre d'affaires est inférieur à 10 millions de DH. Ce mécanisme a bénéficié à pas moins de 10.756 entreprises, totalisant 2,4 milliards de DH de crédits consentis, pour un volume d'engagement de 2,3 milliards de DH.

Alors que « Damane Relance » concerne les petites, moyennes et grandes entreprises réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 10 millions de DH. Ce mécanisme a profité à 4.427 entreprises.

Ces mécanismes ayant pour objectif d'accompagner la relance d'activité des très petites entreprises (TPE), des petites et moyennes entreprises (PME) et des grandes entreprises (GE) ont profité à titre principal aux secteurs de l'industrie (33%), suivi du secteur du commerce et distribution (31%), et celui du BTP (17%) (HCP, 2020).

Aussi, à partir du 30 mars des mesures sont prises par les banques pour soutenir les firmes dans le cadre du comité de veille économique par le groupement professionnel des banques du Maroc. Ces mesures comprennent, sur demande, le report des échéances des crédits amortissables jusqu'au 30 juin 2020, sans frais ni pénalités de retard, et la mise en œuvre en faveur des entreprises impactées par coronavirus de lignes de crédit additionnelles de fonctionnement.

De même, les banques islamiques ont aussi signé une convention avec la fenêtre de la CCG 'Sanad Al Tamwil' afin d'appuyer la relance post-Covid-19. Et elles ont introduit quatre nouveaux produits de garantie, à savoir «Damane Moubachir», «Damane Dayn», «Fogarim Iskane» et «Fogaloge Iskane». Ces instruments permettront de soutenir un panel plus large d'agents économiques. En outre, ces banques islamiques ont aussi commencé à traiter des dossiers de clients (TPE/PME) qui, pour des raisons de risque, n'étaient pas acceptés auparavant.

Ainsi, l'association marocaine des investisseurs en capital (AMIC) a lancé l'initiative "AMIC SUPPORT TPME", qui est une plateforme de soutien aux très petites et moyennes entreprises (TPME). Cette opération vise à faire bénéficier les TPME impactées par le Covid19 des conseils et instructions des professionnels adhérents de l'AMIC.

- Mesures engagées par l'État pour faire face à la défaillance des TPE suite à la pandémie

Dans le cadre d'appui de la relance d'activité des TPME industrielles, le ministère de l'industrie a lancé une offre de conseil et d'expertise technique destinée uniquement aux TPME industrielles. Il s'agit d'une aide à travers Maroc PME de l'ordre de 80% des frais d'accompagnement par un expert spécialisé dans l'élaboration et le déploiement de plans de continuité et de relance qui est une mesure primordiale permettant d'accompagner la relance d'activité des TPME fragilisées par cette crise sanitaire. Ce processus porte sur six axes primordiaux à toute firme afin de regagner sa stabilité. En d'autres termes, il s'agit des bases essentielles pour une bonne relance d'activité:

- La préparation de plans de gestion de la crise et de relance.
- La gestion des liquidités et du financement.
- L'accompagnement du dirigeant et des ressources humaines.
- La sécurisation et le développement des ventes.
- L'optimisation de la production.
- La transformation numérique.

En outre, un ensemble de mesures ont été annoncées par le ministre de l'économie, des finances et de la réforme de l'administration, Mohamed Benchaâboun :

Mesures concernant le chômage partiel: dans ce sens, les salariés affiliés à la caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) bénéficieront d'une indemnité forfaitaire mensuelle de 2.000 dirhams nets, des allocations familiales et des prestations de l'assurance maladie obligatoire (AMO). Tandis que les employés du secteur formel et informel dont l'activité a été impacté par cette situation, ils bénéficieront d'une aide de substance servie par le Fonds spécial de gestion du Covid-19.

Mesures de suspension du remboursement des crédits: mise en place d'un moratoire pour le remboursement des échéances des crédits bancaires et des leasings jusqu'au 30 juin sans paiement de frais ni de pénalités. Ainsi qu'une activation d'une ligne supplémentaire de crédit de fonctionnement octroyée par les banques et garantie par la caisse centrale de garantie (CCG).

Mesure relative au prêt: dans ce cadre, le Ministère de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'Administration a mis en place, le jeudi 26 mars 2020, auprès de la Caisse Centrale de Garantie (CCG), un nouveau mécanisme de garantie appelé « Damane Oxygène» dédié aux entités dont le chiffre d'affaires ne dépasse pas 500 millions de dirhams et qui couvre 95% du montant du crédit, il permet aux banques la mise en place rapide des découverts exceptionnels afin de financer le besoin en fonds de roulement des firmes cibles.

Mesures concernant le report des déclarations fiscales : elles concernent les firmes dont le chiffre d'affaires de l'exercice 2019 ne dépasse pas les 20 millions de dirhams, elles peuvent bénéficier, si elles le souhaitent, du report du dépôt des déclarations fiscales jusqu'au 30 juin 2020. En outre, une suspension des contrôles fiscaux et des avis à tiers détenteur (ATD) jusqu'au 30 juin 2020.

Mesures correspondant aux aides directes: mise en place de mesures d'assouplissement permettant d'éviter aux firmes bénéficiaires de contrats de marchés publics, le paiement de pénalités de retard de livraison, dont elles ne sont pas responsables. Ainsi que l'approbation d'un traitement comptable exceptionnel pour les dons et les coûts liés à la période de l'état d'urgence sanitaire, avec sa répartition sur une période de 5 ans.

2.3.5. Mesures à mettre en œuvre pour accompagner la relance de l'activité des TPE

Certes des mesures importantes ont été prises pour atténuer l'effet de cette pandémie sur les TPE au Maroc, mais face à cette propagation continue et rapide de la pandémie, ces mesures

deviennent insuffisantes pour éviter l'effondrement des petites firmes qui ont vécu une panoplie de contraintes dépassant largement leurs capacités en un laps de temps très restreint. D'où l'importance d'investir davantage dans le plan de sauvetage de ces micro-entreprises qui constituent indéniablement un pilier important de l'économie Marocaine.

Nous trouvons primordial d'opter en outre des mesures prises à d'autres mesures permettant d'accompagner la relance de l'activité des très petites entreprises dans les plus brefs délais à titre principal:

Aider et assister les TPE à la commercialisation de leurs produits à des prix compétitifs et favoriser la création des marchés solidaires à petites échelles pour promouvoir et relancer leur activité et les rapprocher davantage des consommateurs.

Amnistie fiscale : les répercussions de cette pandémie s'ajoutent à une panoplie de contraintes auxquelles font face les TPE nécessitant ainsi l'intervention urgente de l'État. Dans ce sens la confédération Marocaine des TPE et PME a adressé une demande d'amnistie fiscale pour les TPE au chef du gouvernement. Depuis 2015, les TPE paient les impôts et la CNSS en retard et souffrent des chèques impayés d'où elles se sont retrouvées sans attestations fiscales et sans CNSS. La confédération a ainsi fait une tentative d'amnistie pour ces dernières en 2016 mais qui a malheureusement échoué.

Accompagner financièrement la relance d'activité de ces TPE vulnérables et gravement impactées par cette crise sanitaire à travers des subventions par exemple ou la création d'un fonds de soutien pour les TPE et auto-entrepreneurs qui permettront de soutenir ces micro-entreprises fragilisées par cette pandémie, comme évoqué par le président d'Inforisk. Ou même en optant pour une avance remboursable à taux zéro dont le montant tiendra compte du degré de difficulté et des besoins de la TPE. Aussi d'assister les TPE dans leur planification financière.

Mise en place d'un dispositif du chômage partiel et opter pour des indemnités en faveur des chefs des TPE défaillantes suite à cette épidémie.

Favoriser l'optimisation des coûts au sein des TPE et leur soutenir non seulement financièrement, mais aussi à travers le coaching et l'accompagnement en termes de gestion de leur micro-firme en cette phase de crise.

Opter pour un suivi mensuel de ces TPE pour une période pour s'assurer du regain de l'activité, de l'élimination des dépenses inutiles, de la planification optimale des dépenses et de la gestion adéquate des recettes et des risques.

Reporter le paiement des charges fixes (facture d'eau, d'électricité, de loyers...) pour les TPE les plus en difficulté.

Conclusion

Face à la propagation continue du Covid-19 dans notre pays, les mesures prises deviennent insuffisantes et ainsi il faudra davantage de dépenses onéreuses pour soutenir les TPE fragilisées par la crise, qui se trouvent au bord de la défaillance.

Afin de sauver les millions de familles qui vivent uniquement du revenu de ces TPE, (qui souffrent d'une panoplie de contraintes principalement financières) il faut accompagner financièrement la relance d'activité de ce type d'entreprise, en outre opter pour le coaching et l'orientation de ces petites firmes en cette situation qui dépasse largement leur capacité (financière, de production, de gestion...etc).

Certes, on ne peut guère contourner les répercussions affreuses de cette pandémie sur ce type de firme gravement impacté, elle va sans doute entraîner un nombre assez alarmant de défaillance, mais l'intervention de l'État et la mise en place davantage de mesures accompagnant et facilitant la réinsertion et la relance d'activité des TPE permettront de contrecarrer la défaillance de la majorité de ces micro-entreprises.

ANNEXES

Extrait du questionnaire

Phase du confinement
1. En cas de perte d'accès à l'emplacement, avez-vous des mesures de remplacement pour poursuivre la livraison de vos produits et services? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
2. Avez-vous une source de revenu secondaire? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
3. Avez-vous arrêté votre activité lors du confinement ? <input type="checkbox"/> Partiellement <input type="checkbox"/> Totalement <input type="checkbox"/> Pas d'arrêt
Phase post-confinement
4. Après le confinement, avez-vous repris votre activité ? <input type="checkbox"/> Normalement <input type="checkbox"/> Partiellement <input type="checkbox"/> Toujours en arrêt
5. Avez-vous mis une partie de vos salariés en chômage en réponse à la crise sanitaire ? <input type="checkbox"/> Oui,temporairement <input type="checkbox"/> Oui, définitivement <input type="checkbox"/> Non, pas de réduction
6. Dans combien de temps pensez-vous que l'activité d'emploi de votre TPE va retrouver son niveau normal? <input type="checkbox"/> De 1 mois à 3 mois <input type="checkbox"/> De 3 mois à 6 mois <input type="checkbox"/> De 6 mois à 1 an <input type="checkbox"/> 1 ans et plus
7. Comment qualifiez-vous le degré d'endettement de votre firme ?

- ☐ Fortement
- ☐ Faiblement
- ☐ Non endettée

8. Dans combien de temps pensez-vous que l'activité économique de votre TPE va retrouver son niveau normal?

- ☐ De 1 mois à 3 mois
- ☐ De 3 mois à 6 mois
- ☐ De 6 mois à 1 an
- ☐ De 1 an et plus

9. Quelles sont les principales difficultés qui freinent la reprise de votre activité normale?

- ☐ Faible demande
- ☐ Risque de retour au confinement
- ☐ Difficultés de respecter les exigences du protocole sanitaire
- ☐ Pertes financières énormes lors du confinement
- ☐ Mesures restrictives
- ☐ Autres

BIBLIOGRAPHIE

Amuedo, A.N., 2020. Le coronavirus paralyse l'activité des entreprises marocaines. Atalayar.

URL <https://atalayar.com/fr/content/le-coronavirus-paralyse-lactivit%C3%A9-des-entreprises-marocaines> (accessed 10.14.20).

BAD, OIT, Equipe national, 2020. Impact de la crise du COVID-19 sur l'emploi et les TPME au Maroc.

Boursenews, 2020. Damane relance : 22,4 milliards pour les entreprises. URL

<https://fnh.ma/article/actualite-financiere-maroc/damane-relance-22-4-milliards-pour-les-entreprises> (accessed 10.14.20).

FAGNON, F., 2020. Coronavirus : les doléances des TPE-PME. L'Economiste. URL

<https://www.leconomiste.com/article/1058797-coronavirus-les-doleances-des-tpe-pme> (accessed 10.14.20).

Gharbaoui, H., 2020. Crise du Covid-19 : Round-up des mesures décidées à ce jour pour les entreprises. Medias24 - Site d'information. URL <https://www.medias24.com/crise-du-covid-19-round-up-des-mesures-decidees-a-ce-jour-pour-les-entreprises-9648.html> (accessed 10.14.20).

HCP, 2020. Reprise d'activité des entreprises suite à la levée du confinement: 2ème Enquête sur l'impact de la COVID-19 sur l'activité des entreprises, Juillet 2020.

Kabbaj, M., 2020. INFORISK révèle l'impact du COVID-19 sur les entreprises Marocaines. URL <https://www.maroc-hebdo.press.ma/inforisk-impact-covid19-entreprises-marocaines> (accessed 10.14.20).

Mzaghrani, N., 2020. Plus de 80 % des entreprises au Maroc sont en arrêt total, selon une étude. URL <https://maroc-diplomatique.net/plus-de-80-des-entreprises-au-maroc-sont-en-arret-total-selon-une-etude/> (accessed 10.14.20).

PME et TPE face au coronavirus : 10 mesures d'aides de l'État marocain à connaître, 2020. . Maroc.ma. URL <https://www.maroc.ma/fr/actualites/pme-et-tpe-face-au-coronavirus-10-mesures-daides-de-letat-marocain-connaître> (accessed 10.14.20).